



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

CÔTE D'IVOIRE : LE SEUIL CRITIQUE DE L'INTOLÉRABLE FRANCHI

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (**RADDHO**) exprime sa vive indignation face aux révélations contenues dans le rapport de la commission d'enquête des Nations Unies sur les événements liés à la marche du 25 mars 2004 à Abidjan (disponible dans le site de RFI).

La **RADDHO** qui suit avec attention l'évolution de la situation des droits humains en Côte d'Ivoire depuis l'an 2000 n'est pas surprise. Si l'on attendait un signal fort de la chronique d'un génocide annoncé comme c'est le cas au Rwanda, il est désormais donné. En effet depuis les événements de Yopougon en 2000, nous assistons à la sarabande de commissions d'enquêtes d'ONG internationales et africaines de droits humains, mais aussi des Nations Unies. En face, le Gouvernement de Gbagbo a bâti un système pervers de défense fait d'hypocrisie, de mensonges, de manipulations, de parodies de justice qui malheureusement fonctionne encore.

Ce système marche grâce à divers réseaux bien instrumentalisés qui contribuent à la crédibilité politique de Laurent Gbagbo : réseaux politiques, intellectuels et même de la société civile. Or nous assistons à la mise en place d'un des éléments les plus efficaces et les pervers d'un système de conflit sous régional après le Liberia de Charles Taylor et la Sierra Leone de Foday Sonko. La Côte d'Ivoire de Laurent Gbagbo, constitue le défi le plus redoutable à la paix et à la sécurité de l'Afrique de l'Ouest.

Désormais, la communauté internationale et africaine sont placées devant leur responsabilité : éradiquer l'impunité et détruire un des éléments les plus nocifs du système de conflit sous régional. À cet effet, la RADDHO recommande :

- La création sans délai d'un Tribunal Pénal International (TPI) chargé d'enquêter et de juger les responsables de ces crimes abominables, il faut prendre Gbagbo au mot, puisque lui-même est d'accord.
- La CEDEAO, l'Union Africaine et l'Organisation Internationale de la Francophonie doivent tirer les leçons des échecs de leurs actions diplomatiques mais aussi des conclusions du rapport de la commission d'enquête pour condamner les crimes et prendre l'initiative de la proposition d'un TPI sur la Côte d'Ivoire et procéder sans délai à l'isolement diplomatique du régime de Laurent Gbagbo. Le Mali, le Niger et le Burkina Faso doivent absolument prendre l'initiative d'une action judiciaire auprès du Procureur de la Cour Pénale Internationale au terme de l'article 14 des statuts de Rome.
- L'Internationale Socialiste n'a plus d'échappatoire, le temps est venu de condamner et de refuser toute complicité par rapport à ces crimes ignobles. Devant le seuil critique de l'Intolérable, aucun compromis ne peut plus être

toléré. Le temps de l'action contre l'impunité a sonné, celui d'arrêter Laurent Gbagbo aussi.

- Pour briser le silence créé par la terreur qui règne en Côte d'Ivoire, il est temps que les intellectuels africains et ivoiriens, les ONG africaines et ivoiriennes condamnent et soutiennent la création d'un Tribunal Pénal International.
- La RADDHO va lancer une pétition internationale contre l'impunité en Côte d'Ivoire.

Dakar, le 04 mai 2004
Le Secrétariat Général